

De l'appui à la PdG, au service d'appui CORONA20

Autor(en): **Zimmermann, Philipp**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2020)**

Heft 4

PDF erstellt am: **26.06.2024**

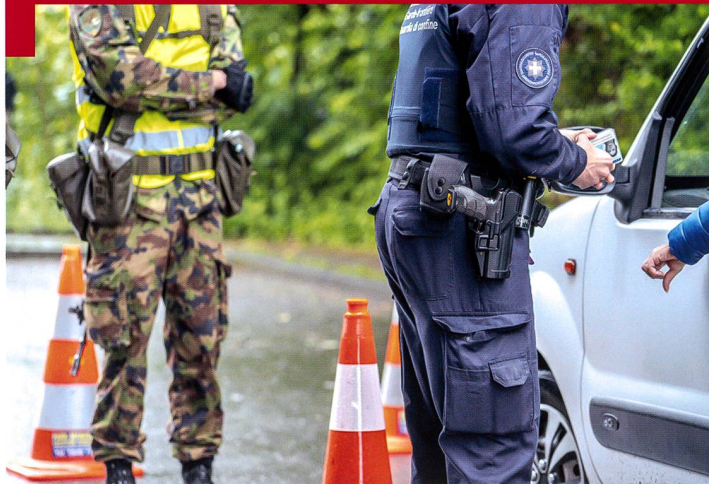
Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-913889>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Travail d'équipe avec la présence des loups du 19 sur une douane volante en Suisse romande.

Photo © of spéc Virgile Thévoz – PIO bat inf 19.

CORONA 20

De l'appui à la PdG, au service d'appui CORONA20

Lt-col EMG Philipp Zimmermann

Commandant du bataillon d'infanterie 19

Le 23 janvier dernier s'est tenue la donnée d'ordres IV aux troupes engagées en appui à la mythique Patrouille des Glaciers (PdG). Tous les éléments étaient réunis pour que le bataillon d'infanterie 19 puisse conduire son rapport d'appui aux unités (RAU). Ainsi, fin janvier, les commandants d'unité (cdt U) étaient ordonnés, le matériel commandé et les détachements d'entrée en service constitués. Mon message de commandant du bataillon (cdt bat) était simple « *nous serons engagés dans un environnement civil, nous serons observés, nous devons être irréprochables* ». Et d'ajouter, « *nous fournirons une prestation au profit du commandement de la PdG, avec de nombreux partenaires: je veux que chacun d'entre eux garde en souvenir la fiabilité et la qualité du 19* ». Depuis ce 23 janvier, la situation a évolué de manière rapide et radicale, mais ces mots alors prononcés ont gardé toute leur pertinence pour le service d'appui CORONA20.

Cet article traite des trois plus grands défis qui nous ont occupés avant et pendant l'engagement de sept semaines en service d'appui au Corps des gardes-frontière, du 13 avril au 29 mai 2020: l'incertitude, le personnel et la logistique.

L'incertitude

Le 25 février, avec le premier cas COVID, la pandémie se propage en Suisse. Le 28, la Confédération interdit les rassemblements de plus de 1'000 personnes, jusqu'au 15 mars. La PdG peut encore avoir lieu et l'état-major de bataillon (EM bat) poursuit la planification. En parallèle, le concept d'engagement pour l'exercice de simulation KEVLAR agendé du 25 au 28 mai à KRIENS est élaboré, et le 12 mars ont lieu les reconnaissances terrain du secteur d'exercice.

Un jour plus tard, vendredi 13 mars, les mesures sont durcies et l'interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes sonne le glas de la PdG. Dans la foulée,

je reçois la mission de conduire un service d'instruction ad hoc avec le bataillon dans le secteur HONGRIN. J'informe l'EM bat et les cdt U de la situation, leurs dis qu'un courrier à la troupe partira lundi 16, qu'un rapport d'appui au bataillon (RAB/RAU) se tiendra le mercredi 26, que la donnée d'ordres aux cdt U se fera le samedi 28 et que ces derniers auront jusqu'au lundi 6 avril pour me remettre leur dossier d'ordres, soit une semaine avant le début du SIF, le 14 avril.

Un EM bat restreint se retrouve le samedi 21 mars pour la planification de ce service. Deux jours plus tôt, le 19, la mission de l'échelon supérieur était formalisée dans un ordre: le bat sera entraîné dans le cadre d'un exercice de mobilisation (ex mob), d'un exercice d'état-major et de tirs de combat jusqu'au niveau de l'unité. La bonne nouvelle est que l'engagement PdG devait lui aussi débuter par un ex mob. Ainsi, l'entrée en service planifiée et les ordres de marche restaient valables. Par-contre, le bat allait prendre un nouveau secteur. Les infrastructures et places de tir devaient être reconnues.

Pendant ce temps, lundi 16 mars, le Conseil fédéral déclare l'état de situation extraordinaire et autorise la mobilisation de l'Armée pour des prestations au profit des autorités civiles. Samedi 21, l'exercice KEVLAR est annulé.

Dans les jours qui suivent, les spéculations quant à l'engagement du bat en service d'appui vont bon train. Je reçois l'ordre le 25 de freiner les préparatifs pour le SIF ad hoc et d'annuler le RAB du 26. Le vendredi 27, l'engagement du bat est confirmé avec prolongation éventuelle de trois semaines. Les éléments pour une planification sont insuffisants, les travaux prévus samedi et dimanche sont annulés et reportés au *weekend* suivant. Lundi 30, je reçois l'ordre de convoquer mes cadres pour un RAB/RAU le mercredi 1^{er} avril, sous la conduite des Forces terrestres, chargées de l'organisation de la mob et de l'instruction axée sur l'engagement (IAE). Là, nous recevons la confirmation d'un engagement de sept semaines sans congés.



Deux loups du 19 surveillent la frontière verte au profit du Corps des gardes-frontière. Photo © of spéc Virgile Thévoz – PIO bat inf 19.

L'information au bon moment

Pour éviter l'incertitude et les rumeurs, l'information devait circuler à temps et au bon échelon. J'ai informé en permanence les membres de l'EM bat et les cdt U de l'évolution de la situation et donné mes directives quant aux règles de communication vers le bas. La troupe a été informée par courrier à deux reprises : en date du 16 mars, j'ai informé de l'annulation de la PdG et qu'un SIF ad hoc aurait lieu aux dates prévues conformément aux ordres de marche déjà reçus. J'ai exhorté les militaires à ne s'informer que sur des canaux fiables et à mettre en œuvre les mesures de protection édictées par le gouvernement. Je les ai préparés à l'éventualité que les congés déjà accordés soient révoqués et à devoir rester en service durant l'ensemble du cours. Enfin, je les ai informés que seul un nouveau courrier de ma part saurait changer la donne.

Le RAB/RAU du mercredi 1^{er} avril changeait la donne. Deux jours plus tard, de nouveaux ordres de marche étaient envoyés à tous les personnels mobilisés avec notamment ce message : *mercredi 1^{er} avril, j'ai reçu l'ordre d'engager la meute pour appuyer le Corps des gardes-frontière dans un secteur allant de SCHAFFOUSE à GENÈVE, et de mobiliser tous les militaires incorporés, dès le lundi 13 avril et jusqu'au vendredi 29 mai.*

Les choses se précisent à moins d'une semaine de la mobilisation

Lundi 6 avril, un rapport de coordination a lieu avec l'Administration fédérale des douanes. La répartition géographique des unités est définie et les règles d'engagement exposées. À l'issue de ce rapport, les éléments ne suffisent pas pour débiter une planification. Les prestations à fournir et les modalités propres à chaque secteur ne seront détaillées que le 15 avril, soir deux jours après l'entrée en service, directement sur place, avec le Corps des gardes-frontière (Cgfr). Le 8 avril, le secteur AJOIE pour la mobilisation et l'instruction axée sur l'engagement est reconnu et un wargaming conduit par les Forces terrestres.

La mobilisation

Lundi 13 avril au matin, l'EM bat et les cdt U entrent en service à DELÉMONT, suivis à midi par les officiers, et le soir par les sous-officiers. Les véhicules et le matériel pour l'instruction sont réceptionnés à BURE et à ROMONT. Mardi et mercredi, la dotation de base du matériel est touchée au centre logistique de GROLLEY. Les cadres sont instruits et préparent l'entrée en service de la troupe. Jeudi matin la troupe entre en service, prend ses cantonnements de fortune dans des halles à DELÉMONT, BASSECOURT, PORRENTROY, ALLE ou encore BONCOURT et débute immédiatement l'instruction axée sur l'engagement. Samedi après-midi et dimanche matin sont consacrés à la préparation pour la dislocation. Dimanche, le bat prend son drapeau lors d'une cérémonie digne, puis les unités font mouvement dans leur secteur d'engagement respectif.



Une sentinelle attentive engagée sur la frontière verte est toujours prête à réagir. Photo © of spéc Virgile Thévoz – PIO bat inf 19.

L'engagement VIRUS

L'engagement VIRUS est conduit par le commandement des opérations. Le Cgfr est responsable de l'engagement tactique des moyens. L'EM bat reste subordonné à sa Division territoriale, ses unités sont quant à elles attribuées aux divisions territoriales (div ter) du secteur d'engagement propre : deux compagnies dans le secteur de la div ter 1 (GENÈVE et JURA), une dans celui de la div ter 2 (BÂLE) et une dans celui de la 4 (SCHAFFOUSE). La cp EM et l'EM bat prennent leurs quartiers dans l'EMMENTAL.

La mission consiste à interdire l'accès non-autorisé au territoire suisse. L'armée est ainsi engagée en première ligne, au contact direct avec la population, sur des postes-frontière fermés, sur la frontière verte et sur des points de passage ouverts. Dans le terrain, cela se traduit par des refoulements, des interpellations, des contrôles d'identité, par des patrouilles de deux à trois hommes engagés sur des postes fixes ou mobiles, pendant 8 heures, en mode 24/7.

En fin de première semaine, nous avons reçu l'autorisation d'accorder des congés d'une durée de 48h toutes les deux semaines. Les unités ont du replanifier les tournus avec une roue des services à quatre temps : engagement, repos, congé, réserve/instruction.

Le suivi de la situation

Fort de 35 personnels, l'EM bat était plutôt bien fourni. Au départ, deux EM partiels ont été créés, l'un pour assurer le suivi de la situation IAE, l'autre pour planifier l'engagement VIRUS. Dès la prise du secteur d'engagement, nous avons exploité un centre de suivi de la situation bataillonnaire (TOC bat) et dépêché deux officiers (opération et renseignement) et des échelons de conduite auprès de chacune des unités (TOC U). Grâce à un logiciel de planification et de conduite de l'action, nous avons la situation consolidée dans tout le secteur en temps réel. L'EM bat a conduit chaque matin un rapport de situation interne, et chaque soir une conférence vidéo avec les unités. Nous étions également intégrés chaque matin au rapport de situation de l'Administration fédérale des douanes et à la conférence téléphonique du chef de l'Armée.

La gestion COVID

Le second jour après l'entrée en service, le 14 avril, un soldat du PC de la compagnie EM annonçait à ses camarades avoir été en contact récent et prolongé avec une personne positive au COVID. Nous l'avons immédiatement mis à l'isolement et avons tracé les contacts depuis son entrée en service. Cela nous a contraint à mettre également en quarantaine tous les personnels du PC de compagnie, le commandant remplaçant, puis également le remplaçant du remplaçant. Le troisième jour au matin, un soldat de la cp 1 présentait des symptômes pouvant faire penser à une

infection. Le lendemain, le gros de la troupe devait entrer en service et quatre jours plus tard, le bat prenait son secteur d'engagement. Ne voulant prendre aucun risque pour ne pas mettre en péril la capacité opérationnelle du bat avant même d'avoir débuté l'engagement, nous avons tracé là encore les contacts et avons été contraints d'isoler tous les cadres de la cp 1 et de former une nouvelle structure de commandement à même d'assurer la mobilisation du lendemain, l'IAE de la troupe, la prise du secteur d'engagement et l'installation du dispositif sur la frontière. Heureusement, tard dans la soirée, le résultat des tests effectués sur les deux soldats se sont révélés négatifs. Nous avons pu reprendre selon le plan original. Par la suite, considérant une mobilisation de sept semaines sans congés, nous avons adapté la stratégie en nous reposant sur le principe du groupe de combat : des petits groupes sont engagés, mangent, dorment, vivent ensemble. Lorsque des contacts avec d'autres groupes ont lieu, la chose est documentée afin d'assurer la traçabilité des contacts. L'avantage est de permettre de diminuer la sévérité des mesures de distanciation sociale au sein du groupe, au profit de la vie commune et du moral des militaires, comme dans une famille.

La démobilisation

Nous avons élaboré trois planifications : QUICK STOP prévoyait une fin de mission anticipée avant le 15 mai, date à laquelle se terminaient les écoles de recrue et qui aurait nécessité la prise d'un secteur de démobilisation hors des places d'armes et donc des infrastructures de fortune. HOTO était basée sur la relève par un autre bat. Enfin, STOP prévoyait une fin de mission sans relève et donc le démontage de tout le dispositif. Le 13 mai, le Conseil fédéral communique la réouverture des frontières dès le 15 juin avec l'ALLEMAGNE, l'AUTRICHE et la FRANCE. Le 14, les conditions d'admission sur le territoire suisse depuis l'ALLEMAGNE sont allégées et par conséquent le repli des militaires sur la frontière est ordonné. Mission est donnée au commandant du secteur SCHAFFOUSE de se replier dès le lendemain 14h00, de prendre un secteur de démobilisation, de conduire le REDIMA puis de licencier les militaires. Le commandant du secteur BÂLE est ordonné de réorienter son dispositif uniquement vers la FRANCE.

Le personnel, un défi permanent

Lors d'une mobilisation en service d'appui, la règle est claire : tout le monde entre en service. Ainsi, les dispenses sont annulées, les congés révoqués et les réservistes mobilisés. Seuls les personnels du domaine médical et d'entreprises vitales pour l'approvisionnement ou le fonctionnement économique du pays peuvent être exemptés.

Le vendredi 3 avril, 1'005 militaires sont convoqués par ordre de marche. Dans la semaine qui suit, l'adjutant de bataillon et les cdt U répondent aux sollicitations répétées de plus de 240 militaires. J'ai décidé de traiter tous les cas particuliers directement au niveau de l'EM bat afin de garder le contrôle sur les effectifs et donc la capacité opérationnelle, et délester les cdt U, dont le

temps de préparation était des plus courts. Le 8 avril au soir, l'adjutant de bat et moi-même avons traité plus de 200 dossiers et sommes entrés en matière sur une septantaine. Nous partions pour sept semaines, sans possibilité de rentrer et la directive était claire : en cas de symptôme grippal, le militaire devait se mettre en auto-quarantaine à domicile. Le taux de défaillants a été très faible. De manière générale, la disponibilité, l'enthousiasme et l'envie de servir ont été exemplaires. Nous avons intégré plus de 100 volontaires issus d'autres corps de troupe et déposé plus de soixante dossiers d'avancement.

La logistique, l'autre grand défi

Ce n'est que le mercredi de la première semaine que les prestations à fournir et les particularités de chacun des secteurs ont été connues. Certes, le bat inf mont 91 était à l'engagement avant nous, mais il a été déclenché en semaine trois de son cours de répétition, avec des effectifs inférieurs aux nôtres, un secteur en moins et sa dotation logistique de base. De nombreuses prestations logistiques supplémentaires ont dû être commandées dans l'urgence. Par exemple, le lundi 21 avril, nous avons touché soixante véhicules supplémentaires et retourné à deux reprises des véhicules inadaptés à nos besoins. Nous avons dû former un grand nombre de chauffeurs supplémentaires. Le service continu sans congés nécessitait l'organisation de tenues supplémentaires et la gestion du lavage du linge sale. Les mesures COVID demandaient des adaptations sur les infrastructures, du matériel de protection en suffisance ou encore un nettoyage précis des véhicules et des cantonnements. Il est à relever ici que le centre logistique de GROLLEY a été d'une flexibilité et d'un appui remarquables.

Conclusion

La situation a évolué extrêmement rapidement. La flexibilité et la disponibilité des personnels dans un environnement de grande incertitude ont été la base de la réussite. La particularité d'une menace invisible et d'une action concrète sur la frontière en première ligne, avec armes et munitions, face à des citoyens, pour agir indirectement sur cette menace a été très bien comprise par la troupe. La milice avec son esprit citoyen a fait ses preuves et a rempli la mission. La collaboration avec le Corps des gardes-frontière a été excellente, la confiance renforcée. L'engagement de la troupe, rendue difficile par le temps long a été facilitée par la réalité de la menace et ses impacts perceptibles sur l'ensemble de la société. Lorsque les militaires ont quitté leur foyer, un ennemi invisible et insaisissable venait de s'abattre sur le monde et ses effets ont été immenses : restriction de la liberté de mouvement, frein au libre exercice du commerce, confinement des populations, rues désertes, portes closes et des corps sans vie par milliers. J'adresse ici mes remerciements à tous les engagés du bataillon d'infanterie 19 et aux personnels externes avec qui nous avons eu le plaisir de collaborer.